

# A la recherche de l'aval populaire

## Les voyages officiels de l'année 1962

Corine Defrance et Ulrich Pfeil\*

» Le 8 juillet 2012, le président François Hollande et la chancelière Angela Merkel se sont retrouvés à Reims pour commémorer le cinquantième anniversaire de la rencontre entre le général de Gaulle et Konrad Adenauer, qui avaient ce jour-là passé en revue des troupes françaises et allemandes à Mourmelon avant d'assister ensemble à un office religieux à la cathédrale de Reims.

Une plaque, en allemand, traduction de celle qu'avait fait déposer jadis le général de Gaulle en hommage à Monseigneur Marty et en commémoration de la cérémonie du 8 juillet 1962. Passage en revue des soldats de la brigade franco-allemande, cérémonie dans la cathédrale, déjeuner inspiré

de celui d'il y a cinquante ans..., la manifestation du 8 juillet 2012 a voulu tout à la fois reprendre les gestes d'il y a cinquante ans en intégrant un certain nombre de symboles de la riche coopération franco-allemande développée après la signature du Traité de l'Élysée.

### Auf dem Weg zum Elysée-Vertrag

Die Historiker Corine Defrance und Ulrich Pfeil erinnern an die offiziellen Reisen Charles de Gaulles und Konrad Adenauers in das jeweilige Nachbarland, die den – mitunter steinig – Weg zum Elysée-Vertrag vom 22. Januar 1963 ebneten.

Führte die Wiederwahl de Gaulles 1958 in der Bundesrepublik im Hinblick auf eine Weiterentwicklung der europäischen Integration zunächst zu Besorgnis, wurde diese durch die Reise Adenauers nach Colombey-les-Deux-Eglises (vgl. den Beitrag von Ulrich Lappenküper, Seite 45), 14 weitere Treffen der beiden Staatsmänner, zahlreiche Briefe, umfangreiche persönliche Gespräche und nicht zuletzt durch die Haltung Frankreichs in der Berlin-Frage nach und nach zerstreut. Auch wenn immer wieder Rückschläge für Verstimmung sorgten: Die französische und deutsche Bevölkerung sehnte sich nach einer von den politischen Akteuren und der Zivilgesellschaft vorbereiteten Aussöhnung. Red.

\* Corine Defrance est chercheur au CNRS (UMR 8138 IRICE), Paris ; Ulrich Pfeil est professeur de civilisation allemande à l'Université de Lorraine à Metz.

Retour sur le passé (inauguration d'une exposition au palais du Tau sur *Les bâtisseurs de l'amitié franco-allemande* réalisée par la Fondation Charles de Gaulle et la Fondation de la maison du chancelier Adenauer), mais aussi regard tourné vers l'avenir : « *Nous n'héritons pas d'une amitié, nous la renouvelons à chaque génération* », a déclaré François Hollande, profitant de l'occasion pour désamorcer de récentes tensions franco-allemandes.

Si la rencontre de Reims, en juillet 1962, a été retenue pour marquer le lancement d'une série de manifestations ponctuant « *l'année franco-allemande* » qui s'achèvera avec le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, le 5 juillet 2013, c'est parce que symboliquement elle passe, selon les termes même de Charles de Gaulle, pour le moment où fut « *scellée* » la réconciliation entre les deux peuples.

Il convient aujourd'hui de rappeler comment les chefs d'Etat et de gouvernement de la France et de la République fédérale d'Allemagne en vinrent à choisir un partenariat privilégié en Europe et comment les voyages officiels d'Adenauer en France en juillet puis de de Gaulle en Allemagne fédérale en septembre 1962 pavèrent le chemin vers le Traité de l'Élysée du 22 janvier 1963. Il s'agit de comprendre, comment ces voyages finirent de dissiper les craintes et d'établir la confiance, à une échelle plus large que celle des gouvernants.

### Etablir et consolider la confiance

Lorsque le général de Gaulle fut rappelé au pouvoir le 29 mai 1958, le gouvernement de la République fédérale et l'opinion publique ouest-allemande nourrissaient quelque inquiétude. Quelle serait l'attitude française à l'égard de la construction européenne, que Bonn considérait comme l'un des enjeux fondamentaux de sa politique ? Paris serait-il à nouveau tenté par une politique de bascule entre Moscou et Washington, alors que l'ancrage à l'Ouest et le lien étroit avec les Etats-Unis étaient vitaux pour la jeune RFA dans le contexte de la guerre froide ? Quelles pourraient être les conséquences pour les relations franco-allemandes du projet de « Directoire à trois » de l'Alliance atlantique, auquel le général aspirait ?

Enfin, la guerre d'Algérie et l'urgence de la réforme des institutions en France n'allaient-elles pas conduire Paris à faire passer au second plan ses relations, déjà denses, avec le voisin allemand ? Aussi, pour dissiper les inquiétudes, de Gaulle invita le chancelier à La Boisserie, sa résidence familiale à Colombey-les-Deux-Eglises, les 14 et 15 septembre 1958 (voir l'article de Ulrich Lappenküper, page 45). C'était un geste sans précédent entre les chefs d'Etat et de gouvernement des deux pays. Ce fut la première d'une série de nombreuses rencontres et échanges qui précéderent la signature du Traité de l'Élysée. Entre 1958 et 1962, de Gaulle et Adenauer se virent quinze fois, s'écrivirent une quarantaine de fois et eurent plus de cent heures d'entretiens.

Après la prise de contact chaleureuse à Colombey, les relations ne furent pas toujours sans problème, mais il est de fait que la double crise de Berlin en 1958 (ultimatum de Khrouchtchev) et 1961 (construction du Mur) contribua à accroître la solidarité entre Paris et Bonn. Le Général se présenta comme le défenseur le plus déterminé des intérêts allemands – plus que Washington et Londres – et soutint Bonn sur la question de la réunification et du maintien du *statu quo* à Berlin. De Gaulle se prononça régulièrement pour le dépassement de la division de l'Allemagne, même si l'existence de deux Etats allemands répondait en réalité à ses intérêts de président français. A Marly-le-Roi, le 4 mars 1959, de Gaulle proposa l'établissement de relations privilégiées entre la République fédérale et la France, « *soit dans l'Alliance, soit en dehors de l'Alliance* ». A la fin de l'année, Adenauer, en visite à Paris, remercia le Général pour sa fermeté dans l'affaire berlinoise et s'engagea pour l'intensification des relations entre les deux pays. Le chancelier évoqua alors pour la première fois la possibilité de signer des « *traités* » (au pluriel). Outre la menace soviétique sur Berlin, l'arrivée d'Eisenhower à la Maison-Blanche rapprocha aussi Adenauer de de Gaulle. Le chancelier suspectait le nouveau président américain d'être trop enclin au compromis afin de favoriser la détente entre les blocs et de préparer un désengagement en Europe. Il misa donc toujours plus sur Paris, tout en sachant que la sécurité de la RFA dépendait essentiellement de Washington.

## Refroidissement

Le climat se dégradait ensuite, passagèrement mais brusquement, entre les deux partenaires, suite à la politique nucléaire française : après l'explosion de la première bombe atomique française au Sahara en février 1960, après les propos de de Gaulle, lors de son allocution télévisée du 31 mai 1960, évoquant une « *entente européenne entre l'Atlantique et l'Oural* », Bonn craignit que Paris ne néglige les forces conventionnelles et affaiblisse la sécurité militaire de l'Europe en pleine guerre froide. Enfin, de Gaulle tentait encore d'obtenir le Directoire à trois de l'Alliance, ce qu'Adenauer considérait comme un double jeu, puisque une telle réorganisation aurait réduit la République fédérale à un rôle secondaire. A la fin mai 1960, la méfiance du chancelier était à son comble, à tel point qu'il envisagea un temps d'annuler sa venue à Rambouillet, où de Gaulle l'avait convié.

A Rambouillet, les 29 et 30 juillet 1960, les deux hommes discutèrent de leurs conceptions stratégiques, de l'OTAN et de la proposition de de Gaulle d'organisation politique de l'Europe, qui était pour le Général une alternative au Directoire à trois de l'Alliance, dont Britanniques et Américains ne voulaient pas. Georges-Henri Soutou considère qu'au cours de ces discussions, le Général aurait même été prêt à créer une véritable union stratégique. Dans le tête-à-tête du 29 juillet 1960, de Gaulle parla à Adenauer d'une « *union entre la France et l'Allemagne* ». Le lendemain, le Général remit au chancelier une note manuscrite, qui prévoyait notamment « *une coopération organisée des Etats* », qui serait lancée « *à partir de la France et de l'Allemagne* ». La coopération intergouvernementale européenne évoquée n'avait aucune limitation sectorielle précise : étaient mentionnés les domaines de la politique, de l'économie, de la culture et de la défense. Le chancelier se retrouvait dès lors dans une situation délicate, car la proposition de de Gaulle l'aurait obligé à choisir entre les Français et les Américains, et il avait conscience que la France ne pouvait offrir à la RFA la même sécurité que les Etats-Unis.

Au cours de l'année 1961, suite au changement de doctrine de Washington, Allemands et Français éprouvèrent des doutes sur la volonté américaine

d'engagement en Europe. Malgré la pression française, le projet parut d'abord s'enliser en raison des inquiétudes suscitées jusque dans l'entourage du chancelier par cette coopération privilégiée trop éloignée des conceptions allemandes traditionnelles de l'Europe et de l'Alliance. D'abord déçu de la frilosité allemande, de Gaulle remania cependant sa proposition dans les mois suivants pour la rendre apparemment plus compatible avec la Communauté économique européenne (CEE) et l'Alliance atlantique. Lors de sa rencontre avec Adenauer, le 9 février 1961, les questions économiques et militaires les plus problématiques avaient été retirées et il n'était plus question que de donner « un prolongement politique » à l'Europe en construction, par le biais de réunions périodiques des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres des Affaires étrangères et des responsables dans le domaine culturel. Le 10 février, de Gaulle et Adenauer présentèrent ce projet à leurs quatre partenaires européens et les négociations s'engagèrent autour de ce qu'on allait bientôt appeler les plans Fouchet. Ce plan comportait trois parties : la politique étrangère, la défense et la coopération universitaire et scientifique, soit pratiquement les trois secteurs qu'on retrouverait bientôt dans le Traité de l'Elysée. Il faut retenir de ces négociations qu'elles étaient en bonne voie, quand le gouvernement français présenta le 18 janvier 1962 un nouveau projet (plan Fouchet II), corrigé de la main même du Général, menaçant les Communautés existantes et supprimant la référence à l'Alliance atlantique. Inacceptable pour les partenaires européens, ce texte signifia la mort du projet d'Union politique de l'Europe.

Cependant, en mai 1961 déjà, de Gaulle et Adenauer avaient évoqué la possibilité de s'engager dans la coopération politique à deux si jamais la coopération à Six venait à échouer. Dès 1961, des gestes symboliques forts marquèrent, face aux opinions publiques, le rapprochement et la coopération franco-allemands. Ainsi, en mars 1961, de Gaulle avait restitué le palais Beauharnais à la République fédérale pour en faire le siège de son ambassade et, en juin, le président Heinrich Lübke s'était rendu en visite officielle en France. Mais c'est en 1962 qu'un nouveau palier fut franchi dans l'ordre symbolique avec les deux visites réci-

## Konrad Adenauer en France (5-8 juillet 1962)

Während seines offiziellen Staatsbesuchs in Frankreich nahmen Konrad Adenauer und Charles de Gaulle am 8. Juli 1962 an einem Gottesdienst in der Kathedrale von Reims teil. Vorher hatten sie eine deutsch-französische Truppenparade auf dem Manöver-Gelände von Mourmelon abgenommen. Der französische Präsident bezeichnete diesen Besuch als eine „*Stunde der Wahrheit*“ und begrüßte den „*ungeheuren Umschwung*“, der „*unsere beiden Länder, einstmals als Erbfeinde entzweit, zu entschlossenen Freunden gewandelt hat*“.

« *Comme toujours lors des rencontres de Gaulle-Adenauer, de longs entretiens ont eu lieu sans témoins, et comme toujours aussi, le communiqué officiel n'a fait allusion qu'à une partie des problèmes abordés. En attendant de disposer d'informations dignes de foi, nous n'accorderons pas une importance excessive aux bruits selon lesquels il aurait été question de la mise au point d'une sorte d'axe Paris-Bonn. Le soin de trancher ce problème ne saurait être laissé à deux hommes d'Etat âgés, habitués aux décisions solitaires, et qui se sont séparés*

*en souhaitant que chacun d'entre eux reste encore le plus longtemps possible au pouvoir. »*

Vorwärts N° 28/1962, organe officiel du parti social-démocrate allemand, repris dans *Documents* 6/1962

### La journée de Reims

« *Le 8 juillet 1962 a été réparée à Reims une tragique erreur de l'histoire européenne, celle de l'antagonisme fondamental entre Allemands et Français, la théorie suivant laquelle il existe entre les*

*deux peuples une hostilité naturelle, tantôt latente, tantôt ouverte, que l'Europe doit accepter comme son destin politique.*

« *N'est-il pas présomptueux de célébrer dans la journée de Reims la conclusion d'une histoire millénaire dont la continuité n'apparaît pas absolue et fait souvent l'objet de jugements erronés ? Pouvons-nous célébrer dans le 8 juillet la journée du triomphe de l'amitié franco-allemande, comme si cette amitié nous était tombée du ciel ?*

« *Que s'est-il passé à Reims ? Au camp de Mourmelon, le chancelier Adenauer et le général de Gaulle ont salué les couleurs françaises et allemandes. Ils ont entendu retentir les accents de la Marseillaise et de l'hymne national allemand. Côte à côte, ils ont regardé défiler les paras français et les Panzergrenadiere allemands, les blindés et véhicules de combat français et allemands, qui descendaient le flanc d'une colline sablonneuse pour venir saluer le chef de l'Etat français et le chancelier allemand. Tous deux, le général français et le chancelier allemand, passèrent devant un nombre infini de rangées de tombes aux croix blanchies, celles de soldats français et allemands, avant de se rendre à la cathédrale de Reims. Et les accents du Te Deum retentirent dans la cathédrale gothique où Jeanne d'Arc avait fait sacrer son roi.*

« *La 'journée de Reims' a été marquée par un cérémonial symbolique. Le général de Gaulle a employé à cette fin tous les symboles de l'Etat national : hymnes et drapeaux, honneurs militaires et allégresse du peuple allemand. »*

Theo M. Loch; in : *Documents* 4/1962

proques des chefs d'Etat et de gouvernement. C'est alors que se mit en place une politique mémorielle officielle, censée faciliter le ralliement des opinions publiques des deux pays à l'idée d'une coopération privilégiée avec le voisin. Comme l'a noté Hans-Peter Schwarz, « *la puissance de la mémoire historique et de l'image fut mise à contribution avec une maîtrise inégalée dans l'histoire de la RFA, afin de gagner l'opinion aux principales orientations de la politique étrangère* ».

### Convaincre les peuples

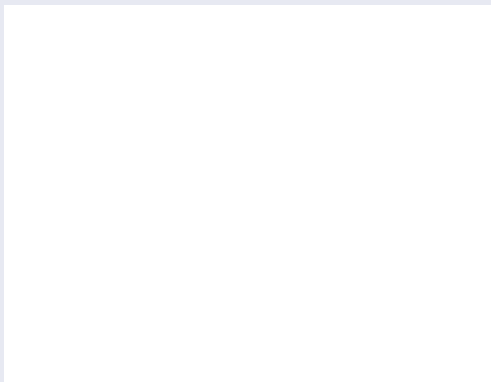
Le 26 avril 1962, au lendemain de l'échec du plan Fouchet, de Gaulle invita Adenauer à se rendre en France en visite officielle. Désormais, après le cessez-le-feu du 19 mars en Algérie, le Général pouvait se consacrer à de nouvelles priorités et se concentrer sur ses principaux intérêts en Europe. Le voyage du chancelier exceptionnellement long, du 2 au 8 juillet 1962, le mena à Paris d'abord, puis en province, notamment à Rouen, à Bordeaux et dans le Bordelais (le chancelier visita le château de Montesquieu à Labrède et dégusta les vins du château Margaux dans le Médoc) et, pour finir, à Reims. Ce voyage fut ponctué d'actes symboliques majeurs et Adenauer fut reçu avec les honneurs habituellement réservé à un chef d'Etat, alors qu'il

n'était que chef de gouvernement. Après avoir assisté à la première parade militaire commune au camp de Mourmelon, le Général et le chancelier se rendirent à Reims, ville martyre de la Première Guerre mondiale, mais aussi ville de la capitulation du *Reich* nazi le 7 mai 1945. La cathédrale, où ils assistèrent ensemble à l'office religieux – en tant que président d'une République laïque, de Gaulle, qui avait, après Mourmelon, ôté son uniforme pour un costume civil, ne communia pas, à la différence d'Adenauer – et dans lequel retentit un *Tê Deum*, fut le premier théâtre de la mise en scène franco-allemande commune (ce sujet fera l'objet d'une analyse dans le numéro spécial de *Dokumente/Documents* 4/2012).

Mgr. Marty, archevêque de Reims, et Mgr. Béjot, évêque auxiliaire qui officia, furent emblématiquement assistés de Mgr. Lallement, ancien prisonnier de guerre et du chanoine Hess, ancien déporté. Mgr. Marty prêcha « *pour le passé : le pardon des brisures* », ainsi que « *pour l'avenir : la volonté de réconciliation* », et il appela à prier « *pour toutes les victimes de toutes les guerres* ». Si la foule, parfois un peu clairsemée, avait été présente au cours des différentes étapes, les Français n'étaient pas encore unanimes pour applaudir à l'idée de la « réconciliation » franco-allemande. D'anciens déportés et prisonniers de guerre, notamment, en-

## Charles de Gaulle in der Bundesrepublik (4.–9.9.1962)

Während des Staatsbesuchs von Charles de Gaulle in der Bundesrepublik im September 1962 begannen die Überlegungen, die im Januar 1963 zum deutsch-französischen Elysée-Vertrag führten.



„Wenn ich Sie alle um mich herum versammelt sehe, wenn ich Ihre Kundgebungen höre, empfinde ich noch stärker als zuvor die Würdigung und das Vertrauen, das ich für Ihr großes Volk, jawohl, für das große deutsche Volk, hege.“

(« Vous voyant aujourd'hui réunis autour de moi, vous entendant m'exprimer votre témoignage, je me sens, plus encore qu'hier, rempli d'estime et de confiance pour le grand peuple que vous êtes, oui, pour le grand peuple allemand. »)

**Bonn, 5.9.1962 (discours prononcé en allemand)**

« Cologne donne, au bord du Rhin, la preuve qu'entre l'Allemagne et la France les anciennes querelles ont fait place à l'union et à l'amitié. J'y suis sensible, parce qu'il y a ici, tout justement, à mes côtés, un grand Allemand, un grand Européen, un grand homme, que Cologne connaît parfaitement bien, qui a travaillé plus que personne à cet extraordinaire changement et à qui je rends hommage devant vous tous. »

**Cologne, 6.9.1962 (discours prononcé en allemand)**

« Düsseldorf, cette grande, laborieuse et fraternelle cité, montre aujourd'hui que l'amitié de l'Alle-

*magne et de la France est bien ce que veulent sa raison et son sentiment. Mais aussi, Düsseldorf apporte à Charles de Gaulle un témoignage réconfortant. Oui, dans ce que je puis faire pour notre prospérité, notre liberté, notre sécurité communes, me voilà, grâce à vous tous, plus assuré et plus résolu. »*

**Düsseldorf, 6.9.1962**

(discours prononcé en allemand)

„Auf Grund unserer Eigenarten und der gemeinsamen Gefahr ist die organische Zusammenarbeit unserer Armeen, mit dem Ziel einer gemeinsamen Verteidigung, für die Verbundenheit unserer beiden Staaten unerlässlich.“

(« En raison de notre nature propre aussi bien que du commun danger, la coopération organique de nos armées en vue d'une seule et même défense est donc essentielle à l'union de nos deux pays. »)

**Hambourg, 7.9.1962**

(devant les officiers de l'école de guerre)

„Ich beglückwünsche Sie, junge Deutsche zu sein, das heißt Kinder eines großen Volkes, jawohl, eines großen Volkes, das manchmal im Laufe seiner Geschichte große Fehler begangen hat; ein Volk, das aber auch der Welt geistige, wissenschaftliche, künstlerische, philosophische Werte gespendet hat; ein Volk, das im friedlichen Werk wie auch in den Leiden des Krieges wahre Schätze an Mut, Disziplin und Organisation entfaltet hat.“

(« Je vous félicite d'être de jeunes Allemands, c'est-à-dire les enfants d'un grand peuple. Oui ! D'un grand peuple, qui parfois, au cours de son Histoire, a commis de grandes fautes et causé de grands malheurs condamnables et condamnés. Mais qui, d'autre part, répandit de par le monde des vagues fécondes de pensée, de science, d'art, de philosophie, enrichit l'univers des produits innombrables de son invention, de sa technique et de son travail, déploya dans les œuvres de la paix et dans les épreuves de la guerre des trésors de courage, de discipline, d'organisation. »)

**Ludwigsburg, 9.9.1962**

core traumatisés par les expériences douloureuses de la guerre, n'étaient pas encore prêts à franchir le pas. Les communistes – et d'autres encore – dénonçaient le militarisme de la République de Bonn et présentaient la République démocratique allemande comme la « vraie » Allemagne – l'Allemagne antifasciste. Quelques manifestations de protestation, il est vrai assez limitées, avaient précédé la venue d'Adenauer, à Paris comme à Reims...

Le 5 juillet, de Gaulle demanda à Adenauer s'il accepterait, dans l'hypothèse attendue d'un naufrage définitif du plan Fouchet, de reprendre à deux le projet d'union politique, ce qu'Adenauer, sans fermer la porte aux autres, accepta. La nature et la forme d'une telle union ne furent cependant pas évoquées lors de cette conversation. Suite à ce voyage, Adenauer convia de Gaulle à se rendre à son tour en Allemagne. La visite officielle eut lieu du 4 au 9 septembre 1962 et, dans chacune des villes visitées – Bonn, Cologne, Düsseldorf, Duisburg, Hambourg, Munich et Ludwigsburg – le Général, récemment réchappé de l'attentat du Petit-Clamart, reçut un accueil triomphal par la population allemande. De Gaulle avait explicitement souhaité s'adresser à la population des villes visitées et à des groupes cibles (officiers de l'Académie militaire à Hambourg, travailleurs des usines *Thyssen* à Duisburg, jeunesse à Ludwigsburg, cette rencontre avec la jeunesse ayant été proposée par la partie allemande) et il s'exprima en allemand lors de ces rendez-vous. Comme l'a noté Nicolas Moll, c'était une double innovation par rapport à la tradition des voyages officiels. Dans ses mémoires, l'interprète du chancelier, Hermann Kusterer, qualifie le voyage d'« *apothéose* ». Ce fut l'occasion de poursuivre le travail de construction du « récit officiel » franco-allemand. L'une de ses composantes fut la référence à l'unité, sur laquelle pouvait se fonder l'idée de la fraternité des « *grands peuples* » qui « *font la civilisation* », selon les termes employés par le Général lors de cette visite d'Etat. La reconnaissance des meurtrissures réciproques et des souffrances infligées à l'autre était une autre composante de ce récit. En se rendant à Reims, Adenauer avait rendu hommage à la ville martyre de la Première Guerre mondiale, et était revenu sur le lieu de la signature de la capi-

tulation allemande et de la fin de la Seconde Guerre mondiale à l'Ouest : il avait ainsi assumé symboliquement le passé douloureux et récent des relations franco-allemandes. Aussi, à son tour, de Gaulle s'arrêta à Munich à la *Feldherrnhalle* en

### Merci, Français !

*« 5 214 marins français visitent l'Allemagne, des unités de la flotte française se trouvent dans le port de Hambourg. L'amitié franco-allemande est aujourd'hui une pierre angulaire de l'Alliance occidentale. Des fautes sanglantes du passé, une communauté de cœur est née. Nous vous en remercions, Français. Nous construisons ensemble aujourd'hui une nouvelle Europe. Nous n'oublierons jamais que, durant toutes ces années de la guerre d'Algérie, vous êtes restés de fidèles alliés. Il eût été possible de faire, dans notre dos, un marché : offrir plus de compréhension aux Soviétiques pour leurs exigences vis-à-vis de l'Allemagne, en échange de plus de compréhension de la part de Moscou pour la politique algérienne de la France. Aucun de vos gouvernements ne l'a même tenté. Emportez chez vous notre reconnaissance et nos saluts pour votre fidélité et votre amitié. Bild et avec lui un grand nombre d'Allemands vous disent : Merci, Franzosen ! »*

Cet article, traduit en français pour le numéro 3/1962 de *Documents*, a été publié par le quotidien à grand tirage *Bild-Zeitung* en mai 1962.

hommage à la mémoire des victimes de 1870 et de la Grande Guerre. Comme l'a relevé Valérie Rosoux, les peuples « *historiquement liés* » sont aussi des peuples « *réciroquement blessés* » et il s'agit, pour les représentants officiels, de décloisonner les récits nationaux en reconnaissant la mémoire et les lieux de mémoire de l'ancien adversaire.

### Protocole ou traité ?

Les deux chefs d'Etat et de gouvernement étaient désormais résolus à conclure un accord politique bilatéral, « *afin de renforcer efficacement les liens qui*

« existaient déjà dans nombre de domaines ». Adenauer proposa le 5 septembre à de Gaulle de lui adresser un mémorandum à ce sujet. Le mémorandum français, préparé par le Quai d'Orsay, fut présenté à Bonn le 19 septembre. C'est le premier canevas du futur Traité de l'Élysée, avec les trois secteurs de coopération (Affaires étrangères, Défense, Éducation et Jeunesse) et le projet de réunions régulières des chefs d'Etat et des ministres. Retardée en partie par les événements internationaux – la crise de Cuba –, la réponse allemande parvint à Paris le 12 novembre, son texte, en retrait (sauf sur la question de la coopération scientifique, introduite à la demande de la partie allemande), suscitant des déceptions. Le partenaire allemand était manifestement embarrassé par la question d'une défense commune et du lien à l'OTAN. Cette situation était révélatrice de la contestation croissante à laquelle se heurtait la politique française du chancelier, tant dans l'opposition que dans sa propre majorité. De surcroît, l'affaire du *Spiegel* (remise en cause de la politique de défense du gouvernement fédéral par le magazine, suivie d'une politique répressive des autorités à l'égard de la rédaction de l'hebdomadaire, ouvrant une immense polémique qui finit par conforter la liberté de la presse en RFA) affaiblit encore un peu plus la position du chancelier, qui fut finalement contraint de promettre de quitter la chancellerie à l'automne 1963.

Dans de telles conditions, la question de l'intérêt d'Adenauer à s'engager plus avant dans la voie du bilatéralisme mérite d'être approfondie. Autant il est clair que la coopération bilatérale privilégiée constituait pour de Gaulle une forme de politique de rechange suite à l'échec de son projet d'union politique de l'Europe, ainsi qu'une façon d'affirmer une plus grande liberté de mouvement face aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à l'Europe communautaire, autant la position d'Adenauer est complexe. Hans-Peter Schwarz a relevé cinq raisons pour comprendre le choix du chancelier :

- la volonté constante et ancienne d'Adenauer d'établir une coopération étroite avec la France ;
- le manque de confiance de Bonn dans les dirigeants américains (Eisenhower puis Kennedy) suite aux crises de Berlin ;

- l'idée d'utiliser la relation franco-allemande pour faire pression sur les Etats-Unis ;
- le souci d'ancrer la France à l'Ouest, de gagner le Général à la cause de la construction européenne et de l'empêcher de s'écarter trop ostensiblement des Etats-Unis et de l'Otan ;
- enfin, le souci d'éloigner le spectre d'une réactivation de l'alliance franco-soviétique.

### Improvisation

Étant donné l'isolement politique du chancelier Adenauer, une autre question se pose : comment est-il passé de l'idée de signer un simple procès-verbal ou un protocole à celle d'un traité diplomatique en bonne et due forme, nécessitant la ratification des parlements ? En effet, après l'échange de mémorandums à l'automne, une rencontre entre de Gaulle et Adenauer avait été prévue en janvier à Paris, pour signer un procès-verbal commun. De Gaulle lui-même n'envisageait alors pas autre chose. Ce n'est que le 18 janvier qu'Adenauer fit connaître au président français son souhait de transformer ce procès-verbal en un traité. Il vit sans doute dans la nature spécifique d'un traité un moyen de lier ses successeurs. Par ailleurs, la section juridique des Affaires étrangères allemandes (*Auswärtiges Amt*) avait souligné qu'un pan entier de la coopération prévue – l'éducation – relevait constitutionnellement du domaine de compétences des *Länder*, et pour éviter qu'un *Land* ne saisisse la cour constitutionnelle de Karlsruhe, il fallait donner la plus haute forme juridique à l'accord. De surcroît, ni Schröder (le ministre des Affaires étrangères), ni Adenauer ne voulaient demander de nouvelles négociations et arriver les mains vides à Paris le 22 janvier.

Il ne restait donc plus qu'à transformer en toute hâte le protocole prévu en traité. Les ultimes avatars au moment de la signature (le personnel diplomatique de la délégation allemande, non informé de la nature de l'accord qui serait signé, n'avait pas emporté le matériel nécessaire pour sceller un traité) confirment la précipitation de la décision finale. Le Traité de l'Élysée, en tant que tel, avait été quasiment improvisé !

Il faut cependant remarquer qu'au moment où Adenauer demanda à Paris de signer un traité, la



## Dank an Robert Schuman

*„Es wäre völlig verkehrt, die Wichtigkeit der persönlichen Beziehungen zwischen den Oberhäuptern unserer Länder zu bestreiten oder zu ironisieren, selbst wenn sich die uns von den Medien angebotenen großen Momente der deutsch-französischen Versöhnung oft nur auf die Erinnerung an die überragende Bedeutung General de Gaulles und Konrad Adenauers reduzieren. Dadurch neigen wir dazu, die Anfänge und die schwierigen Jahre zu vergessen, die Ereignisse wie zum Beispiel der ‚Krönung der Beziehungen‘ beim feierlichen Hochamt in der Kathedrale von Reims vorausgegangen sind. Ich möchte hierzu gern den Kanzler zu Wort kommen lassen, der Robert Schuman am 10. September, ein Jahr vor dessen Tod, folgenden Brief sandte, gewiss mit Bewegung geschrieben (Schumann, mit zwei n), denn er kannte den Gesundheitszustand seines Freundes:*

*„Lieber Herr Schumann, während des Besuchs des General de Gaulle in der vergangenen Woche habe ich oft Ihrer gedacht als des Mannes, der durch den Vorschlag der Montanunion den Grundstein legte zu der Freundschaft, die nunmehr unsere beiden Länder so eng miteinander verbindet. Unserer gemeinsamen Arbeit gedenke ich immer in Dankbarkeit. Es drängt mich, gerade bei diesem Anlass meiner Dankbarkeit Ihnen gegenüber Ausdruck zu geben.“*

*In der Freundschaft unter den Völkern können auch das Vertrauen und die gegenseitige Wertschätzung ihrer Führer eine nicht zu unterschätzende Rolle spielen. Damals wie heute.“*

Paul Collowald

Aus: *Dokumente* 1/1994

Paul Collowald, Jahrgang 1923, beginnt seine journalistische Laufbahn 1945 beim *Nouvel Alsacien*; in den 1950er-Jahren ist er Journalist bei *Le Monde*. Ab 1958 macht er Karriere im Dienste Europas, zunächst in Luxemburg, danach u. a. als Generaldirektor für Information und Öffentlichkeitsarbeit im Europäischen Parlament und von 1984 bis 1987 als Kabinettsdirektor unter Pierre Pflimlin.

situation s'était considérablement aggravée par rapport à l'automne, où le chancelier avait déjà pu prendre la mesure de l'hostilité à sa politique. Entre-temps, le 14 janvier 1963, de Gaulle, dans une conférence de presse, s'était opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. Adenauer, ultérieurement, évoqua une intervention « épouvantable » et une « erreur ». C'est en raison de l'exclusion de la Grande-Bretagne, et non par hostilité à l'égard de la France – amitié en faveur de laquelle les sociaux-démocrates s'étaient toujours engagés – que le SPD critiqua la signature du traité. La conférence de presse de de Gaulle accrut aussi les tensions qui s'étaient déjà fait jour au sein de la CDU/CSU : d'un côté les « gaullistes », partisans du chancelier, rassemblés autour de la figure de Franz Josef Strauß, l'ancien ministre chrétien-social de la Défense, qui avait lui-même perdu une grande partie de sa crédibilité politique et son poste suite à l'affaire du *Spiegel* ; de l'autre, les « atlantistes », autour des deux principaux prétendants à la succession, Ludwig Erhard, le ministre de l'Économie, et Gerhard Schröder, le nouveau ministre des Affaires étrangères.

## Réconciliation préparée

Il convient cependant de garder à l'esprit que les uns ne pensaient pas sacrifier les relations germano-américaines au profit du rapprochement franco-allemand et que les autres n'étaient pas opposés à un approfondissement de l'entente franco-allemande. Dans ces conditions, avant même la signature du traité, la voie vers le préambule, imposé en juin 1963 par le *Bundestag* au grand dam du général de Gaulle, était ouverte.

S'il n'y a pas de lien direct entre les voyages officiels de 1962 et la signature du Traité de l'Élysée le 22 janvier 1963, ceux-là ont cependant considérablement préparé la voie d'un double point de vue politique et psychologique. A leur issue, de Gaulle et Adenauer savaient pouvoir compter sur l'aval populaire pour s'engager plus avant dans la coopération bilatérale, car les deux peuples, dans leur majorité, désiraient la réconciliation préparée par les acteurs politiques et sociétaux bien en amont de l'année 1962.